



Dans ce numéro

- Changement de présidence
- À l'occasion du FME 9 à Dakar, forte mobilisation sur de nombreuses thématiques
- Au Sénégal, un partenariat innovant « Eau et énergie » rassemble depuis 2020 des acteurs issus du monde associatif et économique

Édito

De grandes espérances...

L'année 2023 aurait pu démarrer sous de meilleurs auspices. La guerre en Ukraine, l'instabilité au Sahel et au Moyen Orient, les oppressions diverses contre les libertés d'expressions ou tout simplement d'exister nous plongent dans un monde chaotique et peu rassurant. Les partisans du droit universel d'accès aux services essentiels et plus particulièrement celui à l'eau et à l'assainissement ont du mal dans ce contexte à faire entendre leurs voix. Pourtant le forum mondial de l'eau de Dakar préfigurant la Conférence des Nations unies sur l'eau de New York (du 22 au 24 mars) nous avait donné l'espoir de voir émerger un monde meilleur et plus équitable. Mais ne baissons pas les bras, les décideurs, les élus du monde entier sont mobilisés pour que les objectifs du développement durable soient atteints pour que nous puissions transmettre un univers plus durable aux générations futures. Nous attendons d'eux une action forte basée sur des visions à long terme échappant aux enjeux mesquins des ambitions immédiates de chacun. L'action extérieure des collectivités territoriales françaises est et doit à ce titre être exemplaire. Par la continuité qu'elle affiche, le dialogue permanent entre les acteurs, l'amélioration constante des services qu'elle contribue à mettre en place, son action est en mesure d'inspirer les États et les guider vers la satisfaction des besoins essentiels de leurs administrés. Le partage de l'Eau est un facteur de paix. En participant à la conférence des

Nations unies de 2023, les représentants de la société civile aux côtés des États permettront de faire entendre les expériences positives qui ont permis aux populations les plus vulnérables d'avoir accès aux services de base. Le pS-Eau vous accompagnera dans cette quête d'un monde plus juste en joignant toutes les forces de son réseau. Plus modestement pour le pS-Eau, 2023 est également une année de changements importants, un nouveau Président Jean Marie Tétart et un nouveau directeur Général Christophe Le Jallé vont relever les nombreux défis qui nous attendent. En retraite à partir du 1 février, j'ai personnellement été très heureux de travailler ces nombreuses années avec vous. La direction du pS-Eau m'a permis de côtoyer des milieux très différents, de rencontrer des personnalités brillantes et attachantes en accomplissant des tâches extrêmement variées. Merci à toute l'équipe du pS-Eau sans laquelle nous n'aurions pas pu réaliser autant d'actions et permettre au pS-Eau son développement actuel. Merci à l'ensemble du réseau grâce auquel notre collectif est reconnu internationalement comme un réseau professionnel efficace et responsable.

Je vous souhaite à toutes et tous une réussite pleine et entière ces prochaines années dans vos projets au service des plus démunis. ●

Pierre-Marie Grondin
Directeur du pS-Eau

Sommaire

Des nouvelles de l'association

Un nouveau directeur général

À la suite du départ en retraite de Pierre-Marie Grondin, et d'un appel à candidatures, **Christophe Le Jallé** a été désigné nouveau directeur général à compter du 15 janvier 2023. Membre de l'équipe depuis plus de 25 ans, Christophe a participé et conduit les grandes évolutions des activités et partenariats français et internationaux. Bienvenue dans ses nouvelles responsabilités.

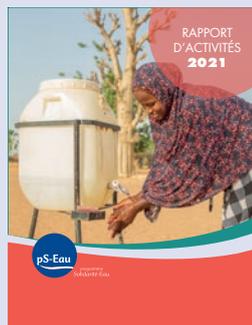
Ouverture d'une antenne à Bordeaux

Dans le cadre du partenariat étroit avec l'agence de l'eau Adour Garonne, le pS-Eau renforce son maillage territorial avec l'ouverture d'une seconde antenne dans le Sud Ouest à Bordeaux. **Jérémy Guérin**, qui dispose d'une double expertise en accompagnement social et en pilotage de projets eaux notamment en contexte d'urgence a été recruté pour en assurer l'animation.

Remerciements à **Clara Vernet** qui a terminé en décembre un stage de 6 mois consacrés aux activités d'approfondissement des connaissances. Elle a ainsi contribué à actualiser l'analyse des attentes et besoins du secteur de l'eau et l'assainissement dans les pays concernés par l'aide française au développement.

Garance Beaumont a rejoint le pS-Eau en tant que volontaire à Antananarivo pour participer à l'animation de la plateforme Madagascar au sein de l'association Ran'Eau.

Enfin, **Ariane Visier** intègre l'équipe du pS-Eau en tant que co-animatrice de la plateforme LEWAP au Liban.



Le rapport d'activités 2021 du pS-Eau est disponible en ligne!

[ps_eau_rapport_d_activites_2021.pdf](#)

3 Changement de présidence

Une présidence chevronnée pour un pS-Eau en pleine évolution

4 Enjeux et rencontres internationales

FME 9 – Blue deal à Dakar!

12 Au Sénégal

Des acteurs Rhône alpins mobilisés pour l'autonomie énergétique

14 Les infos pS-Eau



Changement de présidence

Une présidence chevronnée pour un pS-Eau en pleine évolution



Jean-Marie Tétart a été élu président du pS-Eau en octobre 2022, succédant à Pierre Frédéric Ténieres Buchot. Vice-président du pS-Eau depuis 2021, actuellement maire et président d'une communauté de communes, Jean-Marie Tétart est aussi président de Yvelines coopération internationale et développement (YCID).

Ses carrières professionnelle et politique l'ont progressivement placé au carrefour de la gestion des collectivités locales de différents niveaux, de l'accès aux services essentiels, des politiques de coopération et d'aide au développement.

C'est ce parcours qu'il souhaite mettre aujourd'hui au service du pS-Eau au moment où son équipe se réorganise pour mieux répondre aux enjeux de croissance, d'exigences nouvelles de ses partenaires, des inflexions que le défi climatique impose déjà au monde de la solidarité et de l'aide au développement.

Anticipée depuis la dernière assemblée générale du pS-Eau en juin dernier, le calendrier de passage de relai a été bouleversé en raison du brutal décès de notre cher président, Pierre Frédéric le 17 octobre 2022.

Depuis plus de 20 ans, il nous a apporté sa connaissance plus qu'importante du monde de l'eau au service de l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement. Sa curiosité, son sens de l'humanité nous ont toujours impressionnés. Plus qu'un président c'est un ami, un compagnon de route attentif et convivial que nous regrettons et que tenons à saluer chaleureusement.



© pSEau

Enjeux et rencontres internationales

FME 9 – Blue deal à Dakar !

Du 21 au 26 mars 2022, le Sénégal a accueilli la 9^e édition du Forum Mondial de l'Eau (www.worldwaterforum.org), sur le thème de « La sécurité de l'eau pour la paix et le développement durable. »

Organisés tous les 3 ans, ces forums rassemblent des dizaines de milliers de participants et permettent à la communauté internationale de l'eau et aux principaux décideurs de se réunir, de collaborer et contribuer à relever les défis mondiaux pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. La tenue de ce 9^e forum, bien qu'impactée par la crise sanitaire et les tensions internationales, a rassemblé environ 8 000 personnes et 1 000 institutions, dont une centaine ministres et plus de 1 50 représentants des autorités locales et territoriales.

Ce 9^e Forum Mondial de l'Eau, co-organisé par le Conseil Mondial de l'eau, le Gouvernement sénégalais et la ville de Dakar, s'est concentré autour de quatre thématiques clés :

- La sécurité de l'eau et l'assainissement ;
- L'eau et l'assainissement pour le développement rural ;
- La coopération ;
- Les outils et moyens : financement, gouvernance, gestion des connaissances et innovations.

Des lieux d'échanges diversifiés

Tout au long de la semaine, débats, conférences, expositions ont eu lieu dans les nombreux espaces du Centre international de conférences Abdou-Diouf à Diamniadio :

- La traditionnelle Exposition, regroupait les diverses technologies, savoir-faire, innovations développés par un panel d'acteurs techniques destinés à répondre aux enjeux du secteur, mais aussi des pavillons institutionnels de nombreux pays et organisations internationales ;
- Un « Parcours des Réponses », regroupait un ensemble de permettant de présenter des projets labélisés « Initiatives Dakar 2021 » contribuant à l'atteinte des objectifs de développement durable ;
- Un Espace Jeunesse, une première, a accueilli tout au long de la semaine 23 sessions, spécifiques à l'intégration de la jeunesse dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

et aux enjeux de demain. Il est important de noter que l'accessibilité financière du Forum a été largement facilitée pour les jeunes et a encouragé et permis une forte dynamisation de cet Espace;

- Un Village de l'Assainissement, une première également, regroupant 23 exposants, avait pour ambition de mettre au cœur des échanges les enjeux, défis et solutions spécifiques de l'assainissement liquide, et d'aborder les enjeux liés à l'assainissement solide;
- Un Village Africain, destiné à mettre en avant les acteurs, projets et enjeux spécifiques sur ce continent;
- Pour finir, un « Espace Sénégal » a mis en exergue les acteurs et actions spécifiques du pays hôte.

L'ensemble de ces villages, ainsi que les espaces plus officiels de conférences, ont été le lieu de mutualisation, de partage et de transferts de savoirs en accueillant de nombreux temps d'échanges.

Focus sur l'Espace France très dynamique

Côté France, le Partenariat Français pour l'Eau, a assuré la coordination des acteurs français et de leurs partenaires présents sur le Forum, regroupés autour d'un « Espace France ». Cet espace a accueilli tout au long de la semaine des Side-Event sur un très large panel de thématiques, enjeux, liant les acteurs français et leurs partenaires internationaux.

www.partenariat-francais-eau.fr/9eme-forum-mondial-de-leau-dakar-2022

Une représentation des acteurs mitigée

Ce Forum Mondial, en dépit du contexte sanitaire a toutefois permis une réunion des acteurs de divers horizons. La présence de représentants d'Asie et l'Amérique latine, en dehors des équipes locales et équipes basées en Afrique, a toutefois été plus faible en raison de ces diverses contraintes sanitaires, mais aussi de contexte international tendu. Une centaine de pays ont été représentés par les ministères, autorités locales, collègues d'acteurs privés

et associatifs. Toutefois, les frais d'inscription et la mise en place d'un mécanisme de sponsorship très tardif a fortement limité la représentation des acteurs issus de la société civile locale et internationale.

Côté français, la représentation a été majeure et diversifiée, regroupée autour d'un Espace France fédérateur. Ce Forum a été marqué par une forte présence des Agences de l'Eau françaises, mobilisées par le Segment des Bassins, une première lors de ces événements. Les collectivités françaises, engagées dans des partenariats de coopérations décentralisées sur de nombreux continents, dont principalement le continent africain, ont été remarquées par leur forte présence et mobilisation tout au long de l'évènement.

Un poids politique de moindre ampleur

Le 9^e Forum Mondial de l'Eau n'a pas accueilli de sommet de chefs d'État, bien qu'initialement prévu, visant à avoir un portage et un engagement politique fort. Cependant, des panels de haut niveau se sont tenus tout au long de la semaine, et tout particulièrement un segment ministériel, ont permis l'élaboration de la déclaration de Dakar: un « Blue Deal » pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement. Cette déclaration s'articule autour des 4 axes:

- Garantir le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous.
- Garantir la disponibilité de la ressource et la résilience.
- Assurer les financements adéquats.
- Renforcer la coopération.

Le Forum ayant été officiellement reconnu comme une étape de la feuille de route du processus préparatoire à la conférence de la Décennie des Nations unies de l'eau organisée en mars 2023, la déclaration de Dakar est ainsi la contribution du Forum à la conférence de 2023.

D'autres segments de haut niveau se sont tenus durant la semaine:

- Le segment des villes et collectivités territoriales, coordonné par CGLU Afrique et l'OCDE, qui a abouti à un Plan d'action des

Forum Alternatif Mondial de l'Eau, à Dakar

En parallèle au Forum à Diamniadio, s'est tenu le Forum alternatif mondial de l'Eau à Dakar, grâce à la forte mobilisation de la société civile. Ce FAME s'est axé sur « L'accès à l'eau et à l'assainissement: une question de santé publique et un baromètre de la démocratie ». Les sessions, plus engagées, portaient notamment autour des enjeux de luttes locales, de discrimination, d'accaparement des terres.

La participation (plusieurs centaines de personnes) a été moindre que lors des précédents Forum, impactée par la crise sanitaire, mais également par une certaine mise à distance des dynamiques du Forum officiel. Une déclaration a été adoptée, appelant, entre autres, à la convergence des initiatives de luttes pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement.

www.coalition-eau.org/actualite/quel-bilan-du-9eme-forum-mondial-de-l-eau-a-dakar/

maires et gouvernements locaux et régionaux pour la sécurité hydrique.

- Le segment des organismes de bassins, coordonné par le Réseau international des organismes de bassin, qui a abouti au Plan d'action de Dakar pour les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères.
- Le segment des parlementaires qui n'a malheureusement pas bénéficié d'une participation significative de parlementaires internationaux.

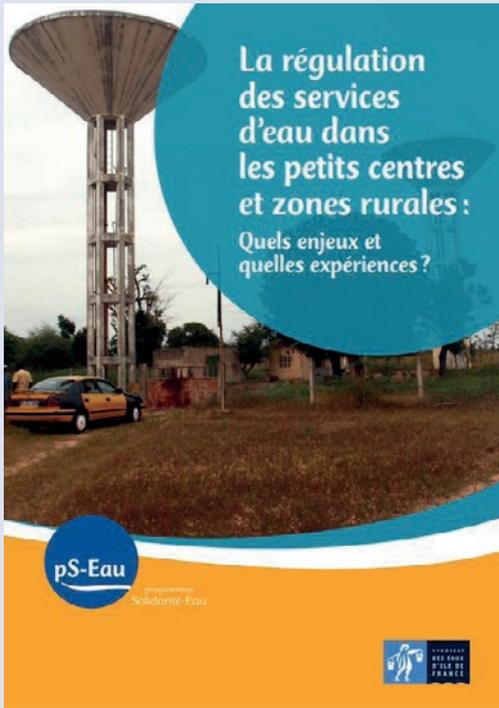
La mobilisation du pS-Eau

Le programme solidarité eau, pS-Eau, a été pleinement engagé depuis 2019 dans la préparation puis la tenue de ce Forum Mondial au côté de ses membres et partenaires, et particulièrement sur les thématiques suivantes:

- Assainissement
- Ville et collectivités territoriales
- Jeunesse

CONTACT

Perrine Bouteloup
bouteloup@pseau.org



Thématique régulation :

« La régulation des services d'eau dans les petits centres et zones rurales : quels enjeux et quelles expériences ? »

Le pS-Eau et le Syndicat des eaux d'Ile de France ont organisé le 19 mars à Saly, en amont du Forum Mondial de l'Eau, un séminaire d'échanges. Durant cette journée, des acteurs impliqués dans la gestion des services d'accès à l'eau potable dans les petits centres de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (Togo, Mauritanie, Burkina Faso, Sénégal, Niger et Mali), ont été mobilisés autour de quatre thématiques clés :

- Le rôle clef des indicateurs pour assurer le développement des services (volets techniques et financiers), nécessaires pour construire les bases de dialogues et d'échanges communs et permettant de définir les stratégies du service et d'optimiser son fonctionnement.
- Les relations entre les opérateurs et les maîtres d'ouvrages : au-delà de la définition de cadres de gestion communs et d'une mise à disposition d'informations symétriques (contrat maîtrisé par l'ensemble des parties), l'ouverture d'espaces de dialogue et de concertation est indispensable.
- La gestion financière du service : elle doit être basée sur un partage des risques entre les parties (public et privé) et permettre le développement de mécanismes financiers destinés à mettre en place son suivi.
- La redevabilité : la transparence du service, par la création de mécanismes de redevabilité auprès de l'ensemble des responsables et des usagers renforce la confiance entre les acteurs concernés et mobilisés par ce service, et donc sa viabilité.

Les conclusions de ce séminaire ont été présentées durant le Forum, particulièrement à l'occasion

d'un Side Event spécifique, coordonné par le SEDIF, sur l'Espace France.

www.pseau.org/sites/default/files/cr_seminaire_regulation_vf.pdf

www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_publications/du_ps_eau_la_regulation_des_services_d_eau_dans_les_petites_centres_et_zones_rurales_quels_enjeux_et_quelles_experiences_2022.pdf



L'assainissement, au cœur des débats

L'assainissement n'a pas été oublié durant ce forum et de nombreux espaces ont pu accueillir des débats sur ce sujet. Dès l'ouverture du Forum, le Président du Sénégal, Macky Sall a mis l'accent sur la promotion d'une économie circulaire pour l'assainissement à travers le traitement et le recyclage des eaux usées, afin d'apaiser les tensions liées à l'eau, de réduire l'impact environnemental et sanitaire et de stimuler en même temps la création de nouvelles activités génératrices de revenus.

De nombreuses sessions dans le programme officiel

8 sessions thématiques portant spécifiquement sur l'assainissement se sont tenues ainsi que 4 « side-events » et 5 sessions spéciales. Le pS-Eau a été tout particulièrement impliqué dans le thème « Assurer l'accès universel à l'assainissement » de la priorité 2 « Eau pour le développement rural » (2B), dans le cadre duquel 3 sessions ont été organisées :

- Gouvernance participative pour l'assainissement et l'hygiène en milieu rural – 2B1 (coordonnée par le pS-Eau et Eau et assainissement pour l'Afrique).
- Innover dans le secteur de l'assainissement en faveur du développement rural : sur quelles innovations et technologies miser aujourd'hui ? – 2B2 (coordonnée par le Secours Islamique France).
- Sensibilisation des usagers et renforcement des capacités des acteurs du secteur pour l'hygiène et le développement de l'assainissement en zone rurale – 2B3 (coordonnée par l'INRAE et l'Association nationale des communes du Bénin).

Les débats de la session « Gouvernance participative pour l'assainissement et l'hygiène en milieu rural », introduits par le Directeur

de l'assainissement du Sénégal, ont mis l'accent sur la nécessité d'une approche inclusive dès les étapes de préparation et de planification ainsi que sur le rôle clé des collectivités territoriales pour le développement des services d'assainissement.

Plusieurs sessions ont mis l'accent sur la complémentarité entre les diverses formes d'assainissement et l'importance de l'assainissement non collectif, notamment une session spéciale portée par le GIP-YCID.

Un espace dédié : le village de l'assainissement

Lors de ce Forum, l'assainissement a gagné en visibilité au travers du village de l'assainissement qui a été mis en place pour la première fois. Cet espace d'échange et de promotion de l'innovation, mis en œuvre par SpeakUp Africa, a rassemblé les principaux acteurs du secteur à travers 24 stands exposant des solutions et des innovations aux défis de l'assainissement. 12 sessions et panels s'y sont tenus.

Le pS-Eau y a organisé une session sur le développement de l'assainissement dans les petites villes et marketing de l'assainissement

en mobilisant la CPCSP, le GRET, Eau Vive Sénégal et l'ISE/UCAD. À cette occasion, le guide pS-Eau sur « La filière assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal. » « Comment développer, gérer et suivre ces services issus du programme PRADALIS » (www.pseau.org/pradalis) a été présenté.

Des sessions dans l'espace France

L'espace France, animé par le Partenariat français pour l'eau, a accueilli 2 sessions portant spécifiquement sur l'assainissement.

- La session « Assainissement : N'oublions pas le milieu rural et les petites villes ! », co-organisée par le pS-Eau et le Secours islamique France, a été l'occasion d'interpeller un bailleur de fonds, l'AFD, et une ONG, le GRET, sur les leviers sur lesquels s'appuyer pour relever le défi de l'assainissement dans ces zones, tant en termes de méthodes sensibilisation et mobilisation des usagers, qu'en termes de moyens financiers à mobiliser.

Il est notamment ressorti de ces débats que les approches visant à la création de la demande et au développement de l'offre, telles que le marketing de l'assainissement, sont prometteuses. Concernant la mobilisation de financements nécessaires au développement des services d'assainissement, il a été souligné d'une part le rôle des collectivités locales pour apporter des aides ciblées vers les plus démunis, et d'autre part, le rôle que les bailleurs de fonds peuvent avoir en soutenant les banques nationales pour qu'elles mettent en place des lignes de crédit adaptées aux besoins des opérateurs des services d'assainissement.

- Enfin, la session organisée par le GIP-YCID portant sur « l'assainissement non-collectif, une réponse aux ODD pour les collectivités locales africaines ».

CONTACT

Christophe Le Jallé
le-jalle@pseau.org



Villes et coopérations

Lors du Forum, une journée spécifique a été dédiée aux villes et collectivités locales le mercredi 23 mars. Actrices de premier plan pour la mise en œuvre des services d'eau et d'assainissement, l'objectif était de leur consacrer un temps spécifique d'échanges afin d'impulser une volonté politique locale et globale pour que l'eau et l'assainissement soient des priorités. Lors de cette journée, les quatre objectifs du FME ont été abordés à partir de témoignages d'élus et débats nourris : la sécurité de l'eau et de l'assainissement, l'eau pour le développement rural, la coopération et les outils et moyens de mise en œuvre.

Appuyer les collectivités pour assurer la sécurité de l'eau

Présidée par Soo-Jin Kim de l'OCDE et Jean-Pierre Elong Mbassi de CGLU-A en partenariat avec l'Union des associations d'élus locaux du Sénégal (UAEL), l'Association des maires du Sénégal (AMS), la Ville de Dakar et la Commune de Diamniadio, cette journée a permis aux élus locaux présents d'échanger sur des sujets d'intérêts communs, mais avant tout à propos de la sécurité de l'eau en Afrique.

Un appel à la coopération décentralisée et aux bailleurs internationaux a été lancé. En adéquation avec l'Agenda 2030, un plan d'action des maires et gouvernements locaux et régionaux pour la sécurité hydrique a été adopté avec pour objectif principal de renforcer la décentralisation pour une

gouvernance locale de l'eau dans une démarche de gestion partagée de multi-usages de l'eau.

[Eau Plan d'Action des Gouvernements Locaux et Régionaux.pdf \(oecd.org\)](#)

Le pS-Eau a donc suivi ces échanges qui permettront également de préparer les contributions à la réunion des Nations Unies sur l'eau qui se tiendra en mars 2023.

Coopérer toujours davantage

La coopération était un axe prioritaire de ce Forum et la question a été abordée largement lors de cette journée dédiée aux collectivités. Le pS-Eau a pu apporter sa contribution sur ce sujet central en participant à deux sessions sur l'espace France :

- Session organisée par le pS-Eau et CUF avec l'appui de l'Agence de l'eau Adour Garonne, CGLU et l'AFD : www.youtube.com/watch?v=zddY8HUAZ7g

- Session organisée par la Ville de Paris : www.youtube.com/watch?v=m448g8R1ISk

Ces sessions ont pu aborder les mécanismes de la loi Oudin, de l'action extérieure des collectivités territoriales françaises pour l'eau et l'assainissement, de la place des collectivités dans la coopération ainsi que les enjeux et impacts des actions de coopérations décentralisées.

En parallèle, des prises de parole pour témoigner d'actions de coopérations décentralisées ont été organisées sur le stand OMVS.

CONTACT

Irvina Parel
irvina.parel@pseau.org

Place aux jeunes !

Durant le FME, la participation de la jeunesse a été une préoccupation majeure des organisateurs. Ainsi, l'engagement des jeunes dans la gestion durable et inclusive des ressources en eau a été placé au cœur des priorités du pays hôte, qui y voyait une occasion unique de mobiliser et de soutenir un mouvement global de la jeunesse. À cet effet, le secrétariat exécutif du 9^e FME a mis à disposition un espace de 1600 m² qui a été l'élément central du programme de la participation des jeunes au FME.

Qu'est-ce que l'espace jeunesse ?

Mis sur pied grâce à l'appui du Secrétariat international de l'eau (SIE) et de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC), cet espace ambitionnait donc d'être le catalyseur d'un mouvement global de la jeunesse pour l'eau unifié, connecté et influent. Lors de la pré-conférence jeunesse de la 2^e réunion des parties prenantes du FME qui s'est tenue en Octobre 2021, les jeunes avaient convenu que cet espace serait un accélérateur d'actions en offrant une vitrine aux initiatives portées par les jeunes et aux opportunités s'offrant aux jeunes dans le secteur. Il a donc contribué



à faciliter les échanges entre les jeunes, les secteurs et les générations et à créer une plateforme d'apprentissage et de formations. L'espace Jeunesse était constitué de 5 entités :

- un foyer d'échanges et de dialogue incluant notamment une zone pour les présentations et les conférences, des espaces de « coworking » et de réseautage et des espaces pour favoriser les échanges ;
- un centre de communication multimédia permettant le partage et le recueil d'histoires, la connexion avec les médias sociaux ainsi que les médias traditionnels ;
- une zone à expositions sur du contenu thématique ;
- un puits de solutions permettant notamment la présentation et la diffusion de projets portés par les jeunes et la co-création de (nouvelles) solutions ;
- un laboratoire d'apprentissage interactif permettant notamment des cours ou des ateliers d'apprentissage pour des classes d'écoles ou des groupes de jeunes.

La contribution du pS-Eau à l'animation de l'espace Jeunesse...

C'est dans ce dernier espace, en l'occurrence le laboratoire d'apprentissage interactif, qu'a été organisée le 22 mars une session thématique sous format de table-ronde sur la « formation et l'employabilité des jeunes dans

le secteur de l'eau au Sénégal », portée par le pS-Eau et l'Association des jeunes professionnels de l'eau et de l'assainissement du Sénégal). La diversité des acteurs intervenant dans le secteur de l'eau a également été mise en avant et s'est matérialisée par la participation de jeunes professionnels, des organisations de la société civile, du secteur privé, des organisations internationales notamment l'UNESCO, des organisations institutionnelles, des instituts de formation et des universités publiques représentés par les enseignants-chercheurs.

Cette activité mettant au cœur des préoccupations l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur de l'eau au Sénégal visaient plusieurs résultats notamment :

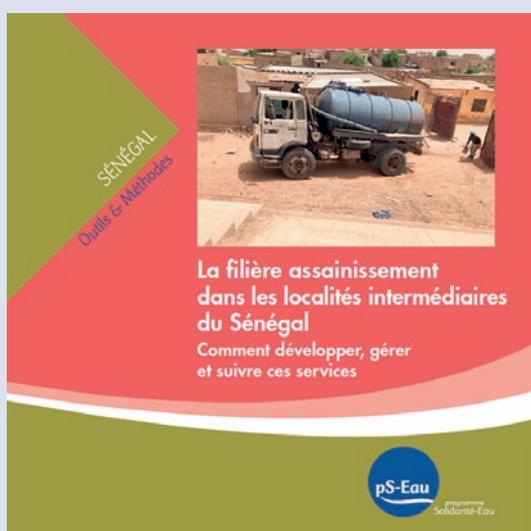
- Améliorer la connaissance des enjeux liés à l'employabilité des jeunes dans le secteur de l'eau ;
- Présenter les types de formations et métiers existants dans le secteur de l'eau ;
- Mettre en évidence les parcours de formation émergente au vu des nouveaux enjeux du secteur ;
- Exposer les paramètres extérieurs en complément de la formation à mettre en avant afin de favoriser l'insertion professionnelle.

CONTACT

Khadiyatou Ba
khadiyatou.ba@pseau.org

Dans les localités intermédiaires du Sénégal (Pradalis)

Programme de recherche action pour le développement de l'assainissement



Alors que les localités intermédiaires du Sénégal présentent des caractéristiques particulières qui nécessitent des stratégies d'assainissement adaptées, elles ne faisaient pas l'objet jusqu'ici de stratégies nationales spécifiques, tout particulièrement pour considérer l'ensemble de la filière d'assainissement.

Ces localités intermédiaires (entre le rural et le milieu urbain), de 5 000 à 30 000 habitants sont souvent dans une situation d'insalubrité notoire en raison notamment de l'absence de systèmes d'assainissement adéquats des eaux usées, de modes d'évacuation et de traitement des eaux usées et excréta, des eaux pluviales et des déchets solides. Aujourd'hui, la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD) incitent pourtant à développer des services d'assainissement viables et adaptés dans tout contexte, y compris dans ces localités intermédiaires.

Face à ce défi pour les décideurs locaux et acteurs de la filière, le Pradalis a été conduit (2017-2019) à l'initiative d'un consortium comprenant, le pS-Eau, les ONG GRET et Eau Vive, le Congad, l'institut des sciences de l'environnement de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, avec le soutien financier de l'État du Sénégal et de l'Union européenne (programme d'accompagnement des initiatives de la société civile 10^e FED).

Supervisé par un comité de pilotage co-présidé par le coordinateur de la Cellule de planification, de coordination et de suivi des programmes du ministère de l'eau et de l'assainissement du Sénégal et le directeur de l'assainissement) le Pradalis s'est décliné en trois phases

- Une phase de diagnostic : Caractérisation des localités, méthodologie, revue documentaires, entretiens et enquêtes de terrain.
- Une phase prospective, autour de l'élaboration puis expérimentation dans les localités pilotes de Rosso et Richard Toll d'un outil de suivi technique et financier de services d'assainissement.
- Une phase de diffusion à travers la production d'un guide méthodologique et des ateliers au Sénégal et en France.

www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_pradalis_la_filiere_assainissement_dans_les_localites_intermediaires_du_senegal_2019.pdf

www.pseau.org/pradalis



CONTACTS

Christophe Le Jallé (Paris)
le-jalle@pseau.org
Khadidiatou Ba (Dakar)
khadidiatou.ba@pseau.org



Développer la GIRE locale sur le bassin transfrontalier du fleuve Sénégal

L'office de mise en valeur du fleuve Sénégal et l'agence de l'eau Adour Garonne sont engagés dans une coopération institutionnelle depuis de longues années. À partir de 2019, ces deux partenaires mobilisent le pS-Eau pour la mise en œuvre d'une démarche de mise en lien des acteurs des deux bassins et notamment sur les questions de gestion intégrée des ressources en eau et d'accompagnement des acteurs sur le territoire du bassin du fleuve Sénégal. L'objectif est de mettre autour de la table les acteurs territoriaux pour la mise en place d'initiatives de GIRE locales et inclusives (multi-acteurs) afin de faire le lien avec les cadres GIRE mis en place sur le bassin et dans les pays du fleuve.

Par ailleurs, le pS-Eau fait le lien avec les acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementaux afin qu'ils appuient ces initiatives.

Dans ce cadre, un premier atelier multi acteurs s'est tenu à Dakar en mars 2019 au siège de l'OMVS. Un second a été co organisé avec un collectif d'ONG (l'initiative fleuve Sénégal – IFS autour de six associations françaises – Ados, AVSF, GERES, Gret, Grdr et Le Partenariat) en octobre 2021 à Bakel : autour d'un thème fédérateur : « Enjeux et défis sur le bassin du fleuve Sénégal : Définissons, partageons et faisons connaître nos priorités d'actions » et à l'issue duquel la déclaration des acteurs du bassin du fleuve Sénégal à Bakel a été adoptée. Cet atelier a permis à l'IFS de se fixer 3 grandes orientations : Mutualiser les savoirs et les connaissances afin de per-



© pS-Eau

mettre aux acteurs du BFS d'accéder aux diverses données souvent éparpillées et aux productions, Identifier et mettre en place des indicateurs communs à toutes les membres de l'IFS afin de pouvoir mesurer les effets et impacts des projets qu'ils mettent en œuvre et continuer à soutenir la dynamique de mobilisation des diverses parties prenantes.

Ateliers de concertation des acteurs du bassin du fleuve Sénégal
www.youtube.com/watch?v=ZVKgc0Mf3eA
grdr.org/La-declaration-des-acteurs-du-Bassin-du-fleuve-Senegal-a-Bakel

C'est dans la continuité de cette dynamique que des représentants de l'IFS et du réseau

des maires du BFS sur invitation de l'agence de l'eau Adour Garonne, sont intervenus lors du FME afin de partager les dynamiques en cours et porter plaidoyer en faveur du bassin du fleuve Sénégal.

À cette occasion plusieurs vidéos ont été diffusées :

La coopération décentralisée entre la ville de Diama – et le syndicat Réseau 31 au service de la gestion des ressources en eau
www.youtube.com/watch?v=JtNFNEJO3Ng

Projet MOSIS : exploiter des données satellitaires pour améliorer la gestion des ressources en eau
www.youtube.com/watch?v=5Vq3MZX4-Qk



Des acteurs Rhône alpins mobilisés pour l'autonomie énergétique

En 2020 débute une collaboration entre l'ONG Ados, l'entreprise Surtec et le département du Dagana pour définir un plan sectoriel départemental. C'est la plateforme « coexiste », incubateur de partenariats opérationnels entre ONG et entreprises qui a permis la mise en relation entre l'ONG et l'entreprise Surtec, spécialiste de l'autonomie énergétique. Cette collaboration donne naissance au projet RESAD, financé dans le cadre de l'appel à projets de la Région Auvergne-Rhône Alpes et de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.



© Ados

Le département du Dagana se situe au nord du pays qui compte 46 départements. À l'image du reste du pays, les ressources en eau sont relativement abondantes, mais inégalement réparties entre les zones urbaines et rurales. Le projet de renforcement du secteur de l'eau et de l'assainissement dans le département du Dagana (RESAD) vise à l'amélioration du cadre de vie des populations du département par des actions ciblées en matière d'eau et d'assainissement. L'action touche 3000 bénéficiaires et se divise en 3 composantes, la première composante, faisant appel au secteur privé, vise à l'augmentation de la couverture en ouvrages d'eau et d'assainissement de la commune de Bokhol. La seconde composante est liée à la sensibilisation et à la formation des acteurs pour une meilleure prise en charge des investissements. Cette composante repose

sur un diagnostic destiné à identifier et à mettre en place des relais communautaires. Enfin la dernière composante est dédiée à la gestion des ouvrages, à la gouvernance locale et à la participation citoyenne. Il est aussi prévu de mettre en place un système d'information sur les fuites à la fin du projet.

La réussite de ce projet implique de définir clairement les missions de chacun des partenaires. L'ONG Ados est présente depuis plus de 35 ans au Sénégal, elle connaît bien le contexte local de l'eau et de l'assainissement, elle a su développer un solide réseau de partenaires locaux grâce à une équipe compétente et engagée qui a une double implantation (Valence en France et Matam au Sénégal). C'est donc Ados qui porte la responsabilité opérationnelle et financière du projet, elle a l'avantage d'avoir construit un lien solide entre la

Drôme-Ardèche et la Région de Matam. À ce titre, l'ONG coordonne la mise en œuvre des différentes activités, elle mobilise les partenariats au nord comme au sud et veille à la prise en compte des demandes et besoins de la population. L'entreprise française Surtec est principalement impliquée au niveau technique, elle réalise le diagnostic des installations de traitement, de potabilisation et des équipements solaires. Elle intervient aussi en appui dans les choix et le dimensionnement de ces équipements. Les entreprises locales quant à elles, sont mobilisées dans la fourniture et la pose des équipements ainsi que dans leurs entretiens. Enfin, le département de Dagana identifie les activités prioritaires et assure la maîtrise d'ouvrage. Le Forum mondial de l'eau (FME) a été l'occasion pour ces 3 partenaires de se retrouver et dresser un premier constat des avancés du programme.

Le FME comme événement catalyseur d'une mission de terrain

La Région Auvergne Rhône Alpes était présente lors du FME, elle a proposé aux entreprises et aux associations de son territoire de l'accompagner. Ados et Surtec, tous deux présentes en Auvergne-Rhône Alpes, ont naturellement été invitées à participer à la délégation afin d'évoquer leur expérience. Elles ont aussi profité de cet événement pour réaliser en amont une mission de terrain. L'objectif de la mission était de réaliser le diagnostic technique des installations de potabilisation des sites de production et de distribution de l'eau potable, d'évaluer les installations solaires dans les communes et villages ciblés par le projet et d'identifier une liste restreinte d'entreprises locales pouvant réaliser les installations et l'entretien du matériel. Les premiers éléments du projet ont pu être par la suite présentés durant le FME lors d'un *side event* qui s'est déroulé sur l'Espace France. Occasion d'évoquer les modalités de mise en œuvre du partenariat et d'insister sur les difficultés et bonnes pratiques. Premier constat, un facteur important de la réussite du projet repose sur la définition et la complémentarité des rôles tenus par chaque acteur.

Faire évoluer le rôle des acteurs pour répondre aux besoins prioritaires des populations

RESAD, projet nexus «Eau et énergie» a fait le pari de rassembler le savoir-faire des acteurs issus du monde associatif et économique afin d'appuyer la mise en œuvre du plan départemental d'hydraulique et d'assainissement (PDHA) 2018-2023, élaboré par le département du Dagana. Un PDHA à l'échelle d'un département n'est pas chose commune au Sénégal où l'eau potable en milieu rural est gérée par la direction de l'hydraulique et par l'Office des forages ruraux (OFOR). Le premier défi en amont du projet a donc consisté à dépasser les blocages institutionnels. Pour évoquer cette première difficulté, il nous faut remonter à 2017. Au moment de la construction du plan départemental de développement (PDD), le département du Dagana fait le constat d'un paradoxe à l'origine d'un mécontentement croissant de la population : les ressources en eau sont abondantes, elles sont d'ailleurs mobilisées pour assurer la distribution en eau potable de Dakar, capitale du pays, et pourtant l'ensemble de la population du Dagana n'a toujours pas accès à un service de base en matière d'eau potable et d'assainissement. Encouragé par l'acte 3 de la décentralisation qui autorise les collectivités territoriales à s'impliquer de manière plus opérationnelle dans le développement de leurs territoires, le département du Dagana réunit techniciens, élus et société civile autour d'un objectif : Doter le conseil départemental d'un outil de référence permettant de promouvoir efficacement l'accès à l'eau et à l'assainissement sur son territoire. L'axe 1 du plan Sénégal émergence (PSE) ainsi que les Objectifs de Développement Durable (ODD) guident la démarche. Le processus est suivi de près par l'État et les représentants de la direction de l'hydraulique, les échanges sont nombreux et le PDHA est finalement validé par le préfet en 2018. Ce premier plan départemental validé par l'État ouvre la voie à d'autres collectivités territoriales soucieuses de faire évoluer leur rôle pour répondre aux besoins de leurs populations.

Faire évoluer le rôle des acteurs et parfois dépasser les schémas classiques, voilà sur quel point commun se sont retrouvées les parties prenantes du projet RESAD. Ils ont fait le pari de rassembler le savoir-faire des acteurs issus du monde associatif et économique afin d'appuyer la mise en œuvre du PDHA. Cette configuration peut parfois s'avérer complexe et la réussite de ce pari repose sur plusieurs bonnes pratiques. La première est de définir les rôles et missions de chacun en amont du montage du projet, en adéquation avec leurs compétences. La deuxième bonne pratique est de savoir proposer une réponse adaptée aux besoins locaux en favorisant les échanges entre les experts du nord et du sud et la population.

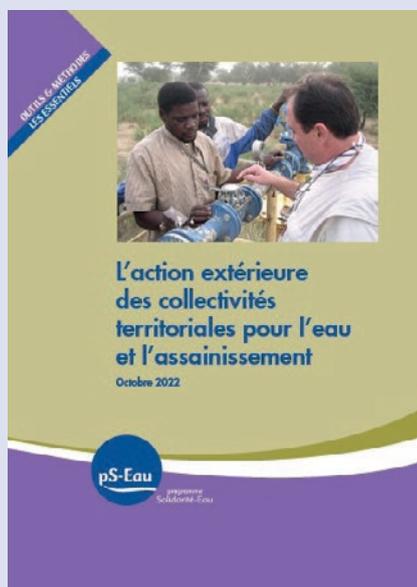
Quel avenir après le FME ?

Le FME a été l'occasion d'évoquer les perspectives et les attentes des parties prenantes du projet RESAD. Une chose est certaine, les besoins en eau et en assainissement sont clairement identifiés grâce au PDHA et le département du Dagana recherche des partenaires pour poursuivre sa mise en œuvre. Le département pense même accompagner les communes de son territoire pour qu'elles se dotent de Plans locaux d'hydraulique et d'assainissement. La diffusion de l'expérience a permis de semer quelques graines et l'idée pour les départements sénégalais de se doter d'un plan sectoriel eau/assainissement commence à germer. Du côté d'Ados et de Surtec, il est envisagé de renforcer les partenariats existant en impliquant un nouvel acteur tel que Grundfos qui viendrait soutenir une seconde phase en préparation. Cette seconde phase viserait à étendre le projet à d'autres sites du département du Dagana.

CONTACTS

Rachel Nodin (France)
r.nodin@ados-association.org
Assane Diarra (Sénégal)
a.diarra@ados-association.org
Patrick Chaverot (France)
patrick.chaverot@surtec.fr

À lire

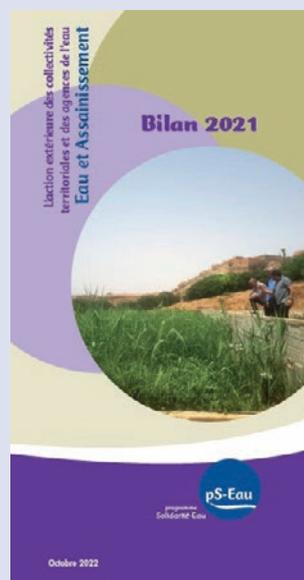


Guide de l'action extérieure des collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement

pS-Eau, Paris, 2022, 56 pages

Ce grand classique de la bibliographie méthodologique du pS-Eau a pour objectifs d'encourager de nouvelles collectivités à s'engager, et d'accompagner leurs initiatives en proposant une méthodologie par étapes. Cette 6^e édition prend en compte les récentes évolutions du cadre juridique, et en particulier l'impact de la réorganisation territoriale française.

www.pseau.org/outils/biblio/resume.php?d=10579&l=fr

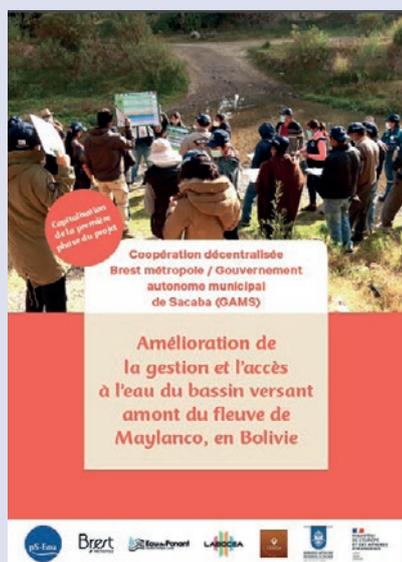


Bilan 2021 de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de bassin Eau et Assainissement

pS-Eau, octobre 2022, plaquette 6 pages

Ce bilan réalisé annuellement, à partir de données collectées auprès des collectivités territoriales et des agences de l'eau présente les données chiffrées 2021 en notable augmentation avec le montant inédit de 32,6 millions d'euros (soit + 1,4 million, + 4,4%). A noter, le tassement des engagements relevant des collectivités (-1,3 million) largement compensé par une hausse des contributions des agences qui atteignent le chiffre encore inégalé de 18,5 millions (+ 17%).

www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_bilan_2021.pdf



Amélioration de la gestion et l'accès à l'eau du bassin versant amont du fleuve de Maylanco, en Bolivie

Brest métropole / pS-Eau, 2022, 30 pages

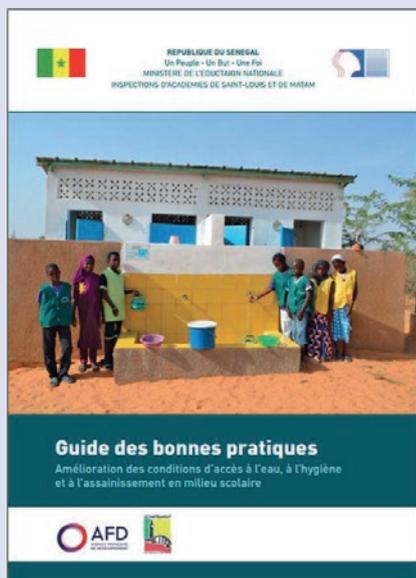
La coopération décentralisée initiée en 2020 entre Brest métropole et le Gouvernement autonome municipal de Sacaba, soutenue par ministère de l'Europe et des affaires étrangères, porte un projet d'amélioration de la gestion et l'accès à l'eau du bassin versant amont du fleuve de Maylanco.

Ce support de capitalisation propose des éléments de réflexion relatifs aux trois axes d'analyse suivants :

- La participation des communautés dans la définition des besoins et la gouvernance des ressources en eau et des services d'eau et d'assainissement.
- L'articulation entre gestion des ressources et des services d'eau et d'assainissement, entre le sous-bassins versant amont et le grand bassin versant.
- La coopération décentralisée, un processus vertueux de mutualisation et transfert de compétence, à dynamiser par des échanges techniques et un portage politique.

www.pseau.org/outils/biblio/resume.php?d=10437&l=fr

À lire



Guide des bonnes pratiques - amélioration des conditions d'accès à l'eau, à l'hygiène, à l'assainissement en milieu scolaire

Le Partenariat, Lille, 2022, 64 pages

Réalisé à l'issue de la mise en œuvre depuis 2012 du programme d'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire (PAEMS), ce guide est composé de 20 fiches techniques axées sur la mise en valeur de bonnes pratiques éprouvées en matière d'accompagnement des politiques publiques et de cohérence des démarches.

www.pseau.org/outils/biblio/resume.php?d=10125&l=fr

À visionner

Lutter contre le Choléra : les leçons du cas Uvira

3,01 minutes

Enseignements sur le lien entre l'approvisionnement en eau et les contaminations dues au choléra à Uvira, dans le Sud-Kivu en République démocratique du Congo. Un programme Eau et santé soutenu par la fondation Veolia, l'Agence française de développement (AFD), Oxfam et l'UE. www.youtube.com/watch?v=nlofgTSiHlk

7 forages et 7 toilettes publiques pour la commune de SAA au Cameroun

ANI internationale film vidéo Oct. 2022, 6,38 min

L'association ANI-International appuie la décentralisation au Cameroun en dotant la commune de Saa en infrastructures favorisant l'accès aux besoins essentiels des populations en eau et assainissement. Bilan en images de ce projet est soutenu par la Mairie de Paris et les Agences de l'eau Rhin Meuse et Rhône Méditerranée et Corse. www.youtube.com/watch?v=YFgJLoPcrO



Baromètre 2022 de l'eau, de l'hygiène & de l'assainissement : La sécurité de l'eau

Édition spéciale 9^e Forum Mondial de l'Eau – Dakar

Solidarités international, 2022 ; Clichy la Garenne, 48 pages

À travers des articles d'analyse et d'éclairage, cette publication dresse un état des lieux alarmant de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans le monde, en décrypte les enjeux et présente des solutions concrètes pour y répondre. La publication met en avant plusieurs solutions innovantes pour y répondre : Coordination entre l'urgence humanitaire et le développement, mise en place d'une gestion intégrée des ressources avec une gouvernance partagée entre la population et les institutions locales, installation de structures d'accès à l'eau potable, durables et écologiques...

www.solidarites.org/wp-content/uploads/2022/02/barometre-eau-2022-solidarites-international.pdf

Nouvelles parutions du pS-Eau



Une nouvelle expo pédagogique !

« Plus d'écoles sans toilette ! »

pS-Eau/Fondation Sadev/Siaap, 2022, 10 panneaux

(90 x 90 cm) à emprunter en format rigide ou à télécharger

À l'occasion de la récente journée mondiale de l'eau, mise à disposition d'une exposition « immersive » sur les conditions de la scolarité en milieu rural au Mali, et les enjeux de l'accès à l'hygiène. Destiné à un large public, ce support pédagogique a été initié dans le cadre d'un programme de coopération associant quatre villes franciliennes et leurs collectivités partenaires, le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne, des acteurs associatifs français et maliens.

pseau.org

Les publications du pS-Eau sont téléchargeables sur :

www.pseau.org/outils/biblio



Programme Solidarité Eau

22 rue des Rasselins

75020 Paris

pseau@pseau.org

www.pseau.org

Rédacteur en chef :

Guillaume Aubourg

Tel +33 (0)6 74 55 06 78

aubourg@pseau.org

Ont participé à ce numéro :

Khadidiatou Ba

Perrine Bouteloup

Patrick Chaverot

Assane Diarra

Christophe Le Jallé

Rachel Nodin

Irvina Parrel

Réalisation : Cercle Studio

Photo de couverture

© pS-Eau



www.facebook.com/pseau



www.twitter.com/pseau